

Après les élections présidentielles : quelques éléments de réflexion et de débat

Il en va des élections présidentielles et du monde politique français comme de la Ligue des champions et du monde du football européen : ce sont elles, bien plus que toute autre compétition électorale qui étalonnent les rapports de forces.

A cet titre, le premier tour a clairement établi une répartition en **trois ensembles à peu près de poids équivalents** – pas nécessairement à ce stade des blocs, faute de cohésion interne entre leurs composantes : une droite économiquement et socialement libérale, politiquement autoritaire LR/LREM ; une extrême droite nationaliste, réactionnaire, volontiers xénophobe et charriant des composantes ouvertement racistes et fascisantes RN/Renaissance/DLF ; une gauche égalitaire, sociale et écologique PC/PS/LFI/EELV voire NPA.

Mais d'autres lectures sont possibles, discutables bien entendu : partis « classiques » avec un fonctionnement basé sur une cascade de lieux décisionnels et un leadership subordonné au parti et/ou aux élus nationaux et locaux (PC, PS, EELV, LR) d'une part, mouvements « gazeux », aux appareils militants faibles en dehors des périodes électorales surtout nationales, donc largement dépourvus pour le moment d'élus locaux et sous influence d'un leadership incontesté et de nature charismatique (LREM, LFI, RN voire Reconquête).

Ou encore un ensemble pro Européen (LREM, PS, EELV, encore LR) et un groupe centré sur la souveraineté nationale et une méfiance, pour des raisons très différentes, envers une Union européenne soit trop libérale (PC, LFI), soit trop ouverte et démocratique (RN, Reconquête). Quelles logiques l'emporteront ? Quelles dynamiques de recomposition ? Il est encore trop tôt pour l'écrire, surtout avant les législatives.

Autre constat qui empêche toute euphorie après le second tour, outre la perspective d'un nouveau quinquennat de régressions sociales, **la nouvelle confirmation de l'implantation profonde du RN** désormais majoritaire absolu en voix exprimées dans une large partie du territoire métropolitain – territoires ruraux et semi ruraux, de plaine comme de montagne, y compris à présent dans un grand Ouest démocrate chrétien ou socialisant longtemps imperméable, vieux bassins industriels, côte méditerranéenne et outre mer (y compris la Corse) : la France inquiète, la France méfiante vis à vis de l'étranger dans les deux sens du terme, la France privée de services publics, de travail pour sa jeunesse, de visibilité dans les médias, de considération dans les discours dirigeants et d'espérance en de meilleurs lendemains.

Autant de réalités dont Emmanuel Macron, à la fois sa politique, son discours et son image, apparaissent comme l'exacte contre incarnation, d'où l'ampleur du rejet, exprimé au second tour.

Réalité dure à accepter pour des militant.es certes fonctionnaires mais culturellement issus du mouvement ouvrier, le prolétariat industriel et tertiaire confirme son vote envers une force pourtant historiquement liée aux dominants, profondément hostile aux efforts d'auto organisation des travailleurs à travers leurs syndicats, et dont le nationalisme nie toute solidarité spécifique de classe.

Et si l'appartenance à une organisation syndicale atténue cette adhésion, elle ne l'empêche pas : les premières enquêtes confirment une implantation forte dans plusieurs catégories « proches » (pas nécessairement membres) d'une OS : CGT, FO, mais aussi CFDT, salariat privé ou public : même notre FSU n'est plus épargnée, même si les données précises manquent encore.

Les conclusions ne peuvent être que provisoires : sauf à considérer que 42 % des Français, et une majorité absolue dans de nombreux territoires sont devenus fascistes, **force est de constater la banalisation du RN dans le regard de la population** : cette force apparaît aujourd'hui comme

démocratiquement non dangereuse, presque rassurante, garante d'ordre et de protections contre toutes menaces réelles ou fantasmées (délinquants, concurrence étrangère, patronat lointain et cosmopolite, Union européenne, islamisme voire Islam...), bref une droite moins compromise et usée dans l'exercice du pouvoir que LR, et plus sociale.

Nous devons constater le maintien du RN dans les municipalités déjà tenues par l'ED, et la large innocuité des références classiques à Vichy ou à la guerre, habileté de MLP, et effets du temps mais aussi Eric Zemmour aidant. Constater aussi que, pour dans une partie importante des classes populaires, ni le mouvement syndical ni surtout la Gauche, qu'elle soit socialiste au sens large ou écologique n'apportent de réponses audibles à ces craintes.

L'ampleur, la profondeur (certes à relativiser en fonction des abstentions) et la persistance dans le temps du vote nationaliste – les écarts entre le candidat RN et son adversaire se réduisant à chaque élection depuis 2002 – ainsi que les dérives autoritaires de l'actuel président – répression brutale des gilets jaunes, opacité du processus décisionnel pendant la crise sanitaire en sont deux exemples récents – amènent à **questionner l'avenir du régime ultra présidentiel français**, sans équivalent dans le monde, par les pouvoirs inouïs donnés au chef de l'État mais aussi par la faiblesse des contre pouvoirs, à la différence par exemple des Etats Unis. En quoi cela concerne-t-il le syndicalisme ?

D'abord en raison de la **tendance lourde à la gestion autoritaire des relations sociales par un pouvoir central déniait toute légitimité aux autres acteurs de la démocratie politique ou sociale** : soit en creux avec une assemblée nationale chambre d'enregistrement, un gouvernement d'obligés, un premier ministre davantage chef du cabinet présidentiel que du gouvernement, soit ouvertement avec des collectivités départementales privées d'autonomie financière mais aussi des syndicats et des associations renvoyés à des groupements porteurs d'intérêts catégoriels et en aucun cas de l'intérêt général.

La LTFP s'inscrit parfaitement dans cette logique d'assujettissement au profit du prince président, lui-même choyé par des puissances d'argent désormais prémunies de l'intervention des représentants du peuple et du salariat : le mutisme patronal n'est-il pas assourdissant depuis 5 ans, voire un peu plus ?... Même Laurent Berger, peu suspect d'anti macronisme primaire dit son exaspération face à la logique purement verticale du pouvoir actuel.

Il est donc de l'intérêt tant de la démocratie politique que sociale, donc du syndicalisme, donc du salariat, que soit portée la nécessité d'un rééquilibrage des institutions et des pratiques de la Cinquième République. Pourquoi le syndicalisme s'interdirait-il d'élaborer en son sein puis de proposer des pistes en ce sens, voire de les confronter à d'autres analyses issues du monde associatif ou politique ?

Enfin, la séquence électorale en cours renforce la **nécessité de continuer à penser le rapport du syndical au politique**, non d'un point de vue théorique, abstrait, mais bien en lien avec les responsabilités du syndicalisme dans la période d'incertitudes et de bouleversements du paysage politique.

Nul ne remet en cause – qui y pense vraiment sérieusement d'ailleurs ? - l'indépendance de notre syndicalisme vis à vis des formations politiques partisans, tant il est vital que les adhérents et les salariés soient convaincus de ce que les orientations du syndicat sont le produit de décisions d'équipes qu'ils désignent par leurs votes internes, et non au sein d'organisations extérieures, responsables devant les adhérents. Mais, encore une fois, l'indépendance syndicale n'a jamais signifié pour UA l'indifférence au politique. Du reste, si le syndicalisme de salariés manque de relais partisans ou gouvernementaux, le patronat et plus globalement les dominants n'en

manquent pas dans les formations de droite (LR, LREM) voire d'extrême Droite et naturellement au sommet de l'État : le patronat n'a aucun besoin de s'exprimer publiquement tant le président réélu et sa majorité s'acharnent à le contenter, par la politique fiscale ou les restrictions du droit du travail, par exemple.

C'est pourquoi notre syndicalisme gagnerait à resserrer ses liens, par des rencontres régulières et transparentes, par des échanges, voire par des initiatives publiques communes – ainsi sur les retraites - avec les forces politiques qui, à Gauche, sont susceptibles de revenir au pouvoir nationalement et dès lors de voter des réformes conformes aux aspirations du monde du travail.

Par ailleurs, si l'on considère que le syndicalisme, contrairement à la pensée anarcho syndicaliste, n'a pas à exercer lui-même le pouvoir, mais compte sur des partis de Gauche pour transformer les revendications en lois, décrets et autres règlements, comment le syndicalisme pourrait-il prétendre rester indifférent à l'état de la Gauche politique ?

Si la division de la Gauche politique handicape son accès au pouvoir, comme le premier tour de l'élection présidentielle l'a malheureusement démontré une nouvelle fois, le syndicalisme peut soit le constater, le déplorer et s'y résigner, soit réfléchir aux initiatives et aux démarches – dialogue, tribunes, colloques... - qui, sans introduire les querelles partisanes mortifères dans l'organisation syndicales, peuvent contribuer à surmonter ces divisions.

A l'inverse, si la division syndicale, l'une des sources d'affaiblissement de l'action syndicale, est en partie née au siècle dernier d'affrontements partisans aujourd'hui dépassés car issus de la Guerre Froide (entre socialistes, communistes, trotskystes...), **le rapprochement actuel d'une partie importante de la Gauche politique questionne immanquablement la persistance handicapante des frontières syndicales actuelles.**

Pour UA, la qualité de l'union a toujours conditionné l'efficacité de l'action, tant syndicale que politique, au service du monde du travail et du camp du progrès : nos anciens ont bien choisi notre appellation.

Rachel Schneider, Matthieu Leiritz, Benoit Teste